

# Bruxelles veut interdire le financement européen des partis anti-UE, bonjour la démocratie et la liberté

written by Christine Tasin | 27 mars 2019



On sait que la démocratie n'est pas la tasse de thé de Bruxelles, au contraire. Elle est même le cauchemar de ses dirigeants et amis, parmi lesquels Macron figure en bonne place.

Ils n'en ont pas honte, ils avancent à visage découvert.

Jusqu'à présent, les partis politiques européens ( qui rassemblent [les groupes et partis nationaux](#) ) sont en partie financés, au pro-rata de leur représentativité, par l'UE. Exactement comme les partis nationaux sont financés par les Etats.

Logique, le Parlement européen étant constitué de toutes les tendances, il est censé permettre à toutes ces tendances de défendre les idées de ceux qui ont élu les députés européens.

Eh bien, Manfred Weber, le successeur possible de Juncker si les populistes ne parviennent pas à prendre le pouvoir au Parlement lors des prochaines présidentielles, vient

d'annoncer que cela allait changer.

L'UE ne devrait, selon lui, payer que les partis pro-UE.

Tout simplement.

Tu veux de l'oseille ? tu dis comme moi, tu me lèches les pieds, tu ne me contestes pas.

Coup de tonnerre en provenance de Bruxelles : **Manfred Weber (CSU), chef de file du Parti populaire européen (PPE)**, demande que les partis œuvrant à l'encontre des objectifs de l'Union européenne ne reçoivent plus d'aide financière provenant du budget de l'UE. « **Les partis européens dont le but est de détruire l'UE, comme les extrémistes de droite de Le Pen ou encore de vastes secteurs de l'AfD, ne devraient plus à l'avenir recevoir d'argent des fonds européens** », a-t-il déclaré au journal Die Welt.

On a bien sûr le droit de critiquer l'Europe, a poursuivi le dirigeant politique. [...] « **Mais il n'y a au monde aucune institution qui soit assez naïve pour financer ses propres adversaires.** Ces partis hostiles à l'Europe paient avec l'argent européen des contribuables leurs campagnes, leurs actions et leurs affiches dont le but est de faire disparaître l'UE. »

Weber a en outre demandé des changements dans le financement des partis européens par des États-tiers. « **Il est inquiétant et effrayant d'avoir en Europe des partis qui se laissent influencer dans leur politique par des soutiens financiers d'États-tiers.** L'Europe doit veiller à ce que des forces étrangères comme les dirigeants russes et iraniens ou comme le gouvernement de Maduro au Venezuela ne puissent avoir une influence sur la politique menée en Europe. »

Les propos de Weber ont du poids. En tant que chef de file du PPE, **ce conservateur a de très grandes chances de succéder en automne, après les élections européennes, à Jean-Claude Juncker comme nouveau président de la Commission de l'UE.**

(Traduction Fdesouche)

[Die Welt](http://www.fdesouche.com/1182679-le-chef-de-file-de-la-droite-europeenne-veut-couper-les-vivres-aux-partis-hostiles-a-lue)

<http://www.fdesouche.com/1182679-le-chef-de-file-de-la-droite-europeenne-veut-couper-les-vivres-aux-partis-hostiles-a-lue>

On comprend la logique...

Sauf que l'on n'est pas dans un groupe, dans une association, dans un parti...on est dans un système censé -je dis bien censé- représenter tous les peuples d'UE.

Comme cela va devenir facile de faire disparaître toute opposition, tous les euro-sceptiques...

Ils sont tous, chacun à leur niveau, en train d'assurer une dictature absolue et en Europe et dans chacun des pays européens.

Les populistes entraînés en justice, privés de leurs financements nationaux.

Les lois liberticides comme la loi Avia.

Ceux qui ont le pouvoir et l'argent ont aussi les medias à leur service.

Les referendums sont interdits, et, quand ils ne le sont pas, les Etats ne respectent pas la volonté populaire.

Le chantage économique pour ceux qui ne filent pas droit.